

FAITES CIRCULER
CE JOURNAL
DE MAINS EN MAINS

LE POPULAIRE

ORGANE DU COMITÉ D'ACTION SOCIALISTE

NE DITES JAMAIS
DE QUI VOUS
LE TENEZ

18 MARS 1871

VIVE la COMMUNE!

18 MARS 1943

En 1871. VICHY s'appelait VERSAILLES

... Et la Commune sauva la République 18 mars 1871. Un régime de dictature a mené la France au désastre. Le sol est envahi. Le peuple de Paris se soulève.

Sa révolte — sa révolution — a une triple signification : mouvement patriotique de résistance à l'ennemi alors que la bourgeoisie, alliée aux monarchistes, cède sur toute la ligne.

Mouvement d'émancipation alors que la bourgeoisie défend apremment ses privilèges et combat toute amélioration sociale.

Mouvement républicain alors que les monarchistes rêvent de rétablir les régimes du passé tandis que les bonapartistes ne s'avouent pas encore vaincus.

30.000 communards sont couchés dans la tombe par la réaction versaillaise.

Mais, malgré sa défaite momentanée, le prolétariat sort victorieux. Son sacrifice a galvanisé les courages et mobilisé les opinions. La République est sauvée et son existence est assurée pour de longues années.

Aujourd'hui, Versailles d'est Vichy.

Les traîtres, les lâches, les timides sont aux ordres du fascisme.

Des milliers de français sont captifs. Des milliers d'autres, groupés partout dans le pays, les rejoignent chaque jour. La chasse à l'homme est organisée soigneusement et la pitié est retirée à ceux qui ne veulent pas se soumettre.

Marche ou crève !

Et la police traque les résistants et les militants ouvriers.

Mais en 1871 la Commune s'était Paris seulement.

Aujourd'hui, la Commune c'est la France entière, Paris n'est plus isolé. Du Nord au Midi, de l'Ouest à l'Est, les français résistent. Dans ce pays, chaque homme replié sur lui-même, est devenu un bastion.

Les transfuges de la classe ouvrière — qu'ils viennent de l'ancien parti communiste, de la C.G.T. ou de la S.F.I.O. — ne trompent personne.

LES TRAVAILLEURS PARISIENS ONT LUTTÉ, EN 1871 contre les TRAITRES? contre les COLLABORATEURS!

Il y aura le 18 mars de cette année, 72 ans que la Commune éclatait.

Nous ne referons pas dans le cadre restreint de cet organe l'historique de cet épisode d'ailleurs très connu des luttes ouvrières, mais nous nous permettons d'en dégager cette année une certaine particularité qui n'est pas sans analogie avec les événements qui se déroulent actuellement sous nos yeux.

Chaque année, avant l'unité de 1805, comme après, les socialistes ont toujours célébré la ce glorieux anniversaire.

Toutefois, comme le fit remarquer Dubréuilh dans l'ouvrage qu'il y consacra, la Commune fut loin d'être un mouvement spécifiquement socialiste.

« Elle fut — et c'est ce que la conscience populaire a bien vu et senti et a seule vu et senti —, une insurrection ouvrière qui mit debout exploités contre exploités, d'abord la garde de leurs armes qu'on voulait arracher, pour leur émancipation en suite.

« Elle fut dans son essence elle fut dans son fond, la première grande bataille rangée du Travail contre le Capital.

« Et c'est même parce qu'elle fut cela avant tout, d'un républicanisme qui n'était qu'un socialisme s'ignorant et qui allait menacer les bases mêmes du vieux ordre social et à évoquer un ordre nouveau qu'elle fut vaincue et que vaincue, elle fut égarée ».

La Commune fut aussi en plus qu'un mouvement de révolte ouvrière un mouvement patriotique et républicain.

Elle fut un mouvement patriote parce qu'elle dressa une catégorie de Français contre l'acceptation de la défaite et de l'abandon de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine aux mains des Allemands.

L'idée de l'impossibilité de poursuivre la guerre après la capitulation de Paris a toujours été très répandue.

Il n'en est pas moins vrai qu'une levée en masses, comparable à celle de 93 et mieux organisée que les mesures dites de Défense nationale de Gambetta eussent pu peut-être renverser la situation.

Le général Chanzy, qui n'approuva jamais la conclusion d'Armistice, s'obstina toujours à répéter qu'en 1871 la France conserverait encore des possibilités de résistance.

Il faut dire qu'avec Bazaine, Trochu, le vieux Mac-Mahon et Napoléon III lui-même nous avons été bien mal guidés.

Mais la majorité réactionnaire de l'Assemblée nationale soucieuse d'endiguer le péril républicain voulait en finir à tout prix.

Le 1er Mars, elle examina les conditions de Paix.

Après un poignant discours de l'Alsacien Bamberger, Victor-Hugo et Louis Blanc protestèrent à leur tour.

Louis Blanc s'écria :

« Dans la dureté exceptionnelle que nous impose un ennemi barbare il serait digne de cette assemblée d'en référer à l'Europe entière, aux petites comme aux grandes puissances qui sont les plus intéressées à ce que la terre ne soit pas livrée en droit du plus fort. »

Et il termina en faisant appel à « cette foi dans la patrie qui sauva du temps de Jeanne d'Arc la France monarchique et qui plus tard, sous la Convention, sauva la France républicaine. »

Millière, de Paris, protesta à son tour ainsi que l'Alsacien Keller, encore vêtu de son uniforme de franc-tireur.

Thiers justifia ensuite sa politique et l'on passa au vote.

Les clauses du traité furent adoptées par 346 voix contre 107 et 23 abstentions.

Parmi les opposants il y avait tous les députés alsaciens-lorrains, un grand nombre de députés parisiens dont Victor-Hugo, Clémenceau, Félix Pyat, Brisson, Floquet, Rochefort, Millière, Quinet, Benoit Mahon, Louis Blanc, Henri Martin, quelques uns des provinces dont Sadi Carnot et quatre gervaux (Chanzy, Billot Mazure et Loyzel).

Après la proclamation des 17 articles, on donna au nom de tous les Alsaciens-Lorrains, lecture d'une protestation.

Et alors que les représentants des provinces sacrifiées sortaient, Grévy à son banc de président, Thiers, au banc du gouvernement, restèrent assis, muets, n'exprimant même pas un regret.

D'autres députés, Rochefort, Mahon, Ranc, Tridon, Pyat démissionnèrent en signe de solidarité avec leurs collègues Alsaciens-Lorrains.

« Bon voyage s'écria un député de droite à la lecture des lettres de démission ».

C'est cette même assemblée qui sans, un dissentiment entre Orléanistes et légitimistes nous eût imposé la Royauté et c'est elle également qui en 1875, épuisée par ses tiraillements internes n'adoptait qu'à une voix de majorité le dispositif essentiel de ce qui devait être la IIIe République.

C'est donc contre cette mentalité défaitiste et rétrograde et dans un sentiment à la fois patriotique et républicain que la Commune s'est dressée.

Elle voulait s'opposer aux « Collaborateurs » de l'époque que l'on appelait alors les Capitulards.